

## Déclaration liminaire CEN 13 octobre 2014

### **Changement de casting, accélération de la politique libérale**

Le remaniement ministériel apparaît comme une confirmation des choix libéraux du gouvernement.

Cela ne peut qu'alarmer tous ceux qui restent attachés aux services publics et à la justice sociale. Pourtant, le bilan de cette politique est déjà là. Croissance en berne, chômage en hausse, inégalités croissantes.

La FSU/CGT tient tout de même à saluer la nomination d'une femme comme ministre de l'éducation nationale. Il dénonce avec force les propos sexistes et racistes qui ont été tenus à son encontre. Mais il continue aussi à demander la mise en oeuvre des ABCD pour l'égalité qui vient d'être abandonnés...

**Concernant l'école plus directement**, nous rappelons que les 3 postes de dotation pour la Charente restent insuffisants. La réalité départementale reste marquée par des effectifs lourds qui sont d'abord préjudiciables aux élèves les plus fragiles. Le plus de maîtres que de classe, la scolarisation des moins de 3 ans restent à un stade embryonnaire.

**La généralisation de la mise en place de la Réforme des Rythmes** soulève toujours les mêmes problèmes : inégalités accrues entre les écoles, gratuité des activités périscolaires sur les anciens créneaux scolaires non garanties, organisations des emplois du temps faites avec les contraintes liées au périscolaire et aux transports notamment.

La FSU demande le retour à un cadrage national de la semaine scolaire avec des possibilités de dérogations émanant des conseils d'école dans l'intérêt du service public d'éducation et non selon la volonté, les contraintes ou les moyens des collectivités locales. Nous souhaitons tous une école plus ouverte et plus à même de relever les défis à venir.

La FSU considère qu'il est grand temps de redonner à l'école la sérénité et la cohérence dont elle a besoin pour assurer la réussite de tous les élèves

Enfin, la FSU, fidèle à sa conception syndicale, **défend les personnels les plus précaires de l'éducation**. Et nous souhaitons, pour l'ensemble des EVS et AED connaître l'état des Cdisations et la création des postes d'AESH. Avec plus de 5 millions de chômeurs, la politique de l'offre axée sur des aides aux entreprises sans contrepartie et soutenue par un syndicalisme d'accompagnement éloigné des réalités des salarié-es, est un échec total. L'offre entraîne les réductions de dépenses publiques, la diminution des investissements publics et ipso facto une hausse du chômage. En transformant la précarité en emploi statutaire, le gouvernement permettrait une stabilisation pour ces salarié-es et une relance partielle de la consommation.